

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de l'air

CIRCULAIRE N° 1/A/21529/MA/CM/K

du ministre des armées relative à l'application de certaines dispositions du code de procédure pénale aux personnels militaires détenus (en annexe, art. D. 143, 180, 263, 280, 282 et 283, 382, 385 et 386, 398, 510 à 513).

Du 18 août 1960

CIRCULAIRE N° 1/A/21529/MA/CM/K du ministre des armées relative à l'application de certaines dispositions du code de procédure pénale aux personnels militaires détenus (en annexe, art. D. 143, 180, 263, 280, 282 et 283, 382, 385 et 386, 398, 510 à 513).

Du 18 août 1960

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Modifié par :

(concernant les articles du code) :

Décret n° 60-898 du 24 août 1960 (JO du 25 août 1960, p. 7892).

Décret n° 72-852 du 12 septembre 1972 (JO du 20 septembre 1972, p. 9996).

Décret n° 75-402 du 23 mai 1975 (JO du 27 mai 1975, p. 5258).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 150.2.2.

Référence de publication : BO/A, p. 2233.

Des instructions pour l'application du code de procédure pénale ont été données aux parquets militaires, pour les questions de procédure, sous le timbre de la direction de la gendarmerie et de la justice militaire.

Certaines dispositions du code, par contre, n'ont qu'une incidence administrative sur la situation des militaires, notamment lorsqu'ils sont ou ont été détenus, étant noté que la détention est subie dans des établissements pénitentiaires civils.

La présente circulaire a pour objet d'appeler l'attention sur les articles du code qui ne soulèvent pas de question de procédure et dont l'application doit être menée en accord avec les services de l'administration pénitentiaire.

En fait, aucun principe véritablement nouveau n'a été institué en la matière, qui puisse soulever, théoriquement au moins, une quelconque difficulté :

- soit parce que la mise en application n'appelle pas de précisions complémentaires, ces règles se suffisant à elles-mêmes ;
- soit parce que les problèmes qui se poseraient éventuellement trouvent leur solution dans la réglementation en vigueur.

Il est cependant apparu nécessaire, notamment pour permettre aux divers échelons du commandement qui, démunis du code lui-même, estimeraient devoir se reporter, le cas échéant, aux textes de base, de rappeler, dans l'annexe jointe, les articles du code qui font l'objet de la présente circulaire.

Par ailleurs, l'autorité militaire devra prendre soin de se mettre en rapport avec l'administration de l'établissement pénitentiaire dans tous les cas estimés nécessaires et notamment avant chaque visite, demande, etc...

Toutes difficultés éventuellement rencontrées dans l'application des textes cités en annexe seront signalées à l'administration centrale sous le présent timbre.

Casimir BIROS,

Directeur du Cabinet du Ministre des armées.

ANNEXE.
EXTRAITS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

Art. D. 143. (Nouvelle rédaction : décret du 23/05/1975).

Des permissions de sortir d'une durée n'excédant pas la journée peuvent être accordées dans les cas suivants aux condamnés à une peine privative de liberté inférieure ou égale à cinq ans ainsi qu'aux condamnés à une peine privative de liberté supérieure à cinq ans, lorsque ces derniers ont exécuté la moitié de leur peine :

1. Présentation à leurs employeurs éventuels des détenus prochainement libérables ou susceptibles d'être admis au bénéfice de la libération conditionnelle ou au régime de semi-liberté ;
2. Présentation aux épreuves d'un examen dans les conditions prévues aux articles D. 455 et D. 459 ;
3. Présentation dans un centre d'examen médical, psychologique ou psychotechnique ;
4. Accomplissement de toute formalité requise par l'autorité militaire soit préalablement à un engagement dans les forces armées en vue duquel la libération conditionnelle a été accordée, soit à l'égard des détenus militaires et marins ;
5. Sortie les dimanches et jours fériés ou chômés des condamnés admis au régime de semi-liberté ;
6. Comparution soit devant une juridiction de l'ordre judiciaire, soit devant une juridiction ou un organisme d'ordre administratif, d'un condamné admis au régime de semi-liberté.

Composition.

La commission de surveillance comprend sous la présidence du préfet dans les chefs-lieux de département et du sous-préfet dans les chefs-lieux d'arrondissement :

1. Le président du tribunal de grande instance et le procureur de la République près ledit tribunal ou les magistrats les représentant ;
2. Le juge de l'application des peines ;
3. Un juge d'instruction désigné par le président du tribunal de grande instance ;
4. Le juge des enfants, si la commission est instituée auprès d'une maison d'arrêt située au siège d'un tribunal pour enfants ;
5. Le bâtonnier de l'ordre des avocats ou son représentant ;
6. Un officier représentant le général commandant la région militaire, si la commission est instituée auprès d'une maison d'arrêt située au siège d'un tribunal permanent des forces armées ;
7. Un membre du conseil général élu par ses collègues ;
8. Le directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre ou son représentant ;
9. L'inspecteur d'académie ou son représentant ;
10. Le président de la chambre de commerce et d'industrie ou son représentant ;
11. Le président de la chambre des métiers ou son représentant ;
12. Le directeur départemental de l'action sanitaire et sociale ou son représentant ;

13. Un représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale, désigné sur la proposition du juge d'application des peines ;

14. Trois à six personnes appartenant à des œuvres sociales ou choisies en raison de l'intérêt qu'elles portent aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux.

Les membres de la commission visés aux deux numéros précédents sont nommés pour une période de deux ans renouvelable par un arrêté préfectoral dont une ampliation est adressée au ministre de la justice.

Le chef de l'établissement et les membres du personnel, les visiteurs agréés, les membres des services médico-sociaux ainsi que les aumôniers attachés à l'établissement, et toutes autres personnes y exerçant habituellement une activité ne peuvent faire partie de la commission de surveillance.

Article D. 263.

Communication avec les autorités militaires.

(Modifié : décret du 12/09/1972.)

Les détenus militaires ou marins ont la faculté par ailleurs d'écrire librement aux autorités militaires ou maritimes françaises.

Au surplus, ils peuvent être visités par les représentants de l'autorité militaire ou maritime désignés par une instruction de service.

Article D. 280.

Compte rendu des incidents.

Tout incident grave touchant à l'ordre, à la discipline ou à la sécurité de la prison doit être immédiatement porté par le chef de l'établissement à la connaissance du préfet et du procureur de la République, en même temps qu'à celle du directeur régional des services pénitentiaires et du ministre de la justice.

Si l'incident concerne un prévenu, avis doit en être donné également au magistrat saisi du dossier de l'information et, si l'incident concerne un condamné, au juge de l'application des peines.

Si le détenu appartient aux forces armées, l'autorité militaire doit en outre être avisée.

Article D. 282.

Décès.

En cas de décès d'un détenu, le chef de l'établissement donne les avis prévus à l'article D. 280.

S'il y a eu suicide ou mort violente, ou encore si la cause du décès est inconnue ou suspecte, les dispositions de l'article 74 sont applicables.

En toute hypothèse, déclaration du décès est faite à l'officier de l'état civil, conformément aux dispositions de l'article 84 du code civil.

Le lieu du décès ne doit être indiqué dans l'acte de l'état civil que par la désignation de la rue et du numéro de l'immeuble.

Article D. 283.

Evasions et tentatives.

Toute évasion doit être signalée sur-le-champ au chef de l'établissement ou à son représentant le plus proche.

Le chef de l'établissement avise immédiatement les services de police ou de gendarmerie et rend compte de l'évasion aux autorités visées à l'article D. 280.

Toute tentative d'évasion doit également être portée sans délai à la connaissance de ces autorités.

(Il est rappelé que l'évasion d'un militaire détenu, qui ne rejoint pas son corps, doit faire l'objet du signalement de désertion dans les conditions fixées pour les militaires présents sous les drapeaux.)

Article D. 382.

Soins donnés en dehors du lieu de détention.

Au cas où le médecin de l'établissement estime que les soins nécessaires ne peuvent être donnés sur place, ou s'il s'agit d'une affection épidémique, les détenus malades sont envoyés dans un établissement pénitentiaire mieux approprié ou dans un établissement pénitentiaire spécialisé.

Toutefois, si leur état de santé interdit leur transfèrement ou s'il y a urgence, ils doivent être admis dans le service hospitalier le plus proche. Il en est de même pour les prévenus qui ne peuvent être éloignés des juridictions d'instruction ou de jugement devant lesquelles ils ont à comparaître.

Si le malade appartient aux forces armées, le transfèrement doit être effectué sur un hôpital militaire déterminé en accord entre l'administration pénitentiaire et l'autorité militaire, l'hospitalisation étant toujours décidée par le médecin de l'établissement pénitentiaire.

Les détenus ne peuvent être hospitalisés, même à leurs frais, dans un établissement privé, à moins d'une décision ministérielle.

Article D. 385.

Frais d'hospitalisation.

Les frais de séjour des détenus hospitalisés sont imputables sur les chapitres du budget du ministère de la justice relatifs à l'entretien des détenus.

Toutefois, les frais de transfèrement et de séjour des militaires et marins sont à la charge du ministère des armées lorsque les intéressés sont dirigés sur un hôpital militaire.

[La charge des frais de séjour dans un hôpital militaire est précisée par le décret du 23 novembre 1953 (BOEM/G 622-2).]

Article D. 386.

Mesures de sécurité à l'égard des détenus hospitalisés.

Dans le cas exceptionnel où l'hospitalisation d'un détenu s'impose dans les conditions visées aux articles D. 382 et D. 384, le chef de l'établissement de détention avise dans les meilleurs délais l'administration de l'hôpital afin qu'elle prenne les dispositions voulues pour que l'intéressé soit placé dans une chambre de sûreté ou, à défaut d'installation spéciale, dans une chambre ou dans un local où un certain isolement sera possible, de manière que la surveillance suivie du détenu puisse être assurée dans les conditions prévues ci-dessous sans entraîner de gêne pour l'exécution du service hospitalier ou pour les autres malades.

Le chef de l'établissement pénitentiaire doit donner également tous renseignements utiles à l'autorité préfectorale pour la mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les services de police ou de gendarmerie et, d'une façon générale, pour arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de la personnalité du sujet.

Article D. 398.

Internement.

Les détenus en état d'aliénation mentale ne peuvent être maintenus dans un établissement pénitentiaire.

Sur la proposition du médecin de la prison et conformément à la législation générale en la matière, il appartient au préfet de faire procéder à leur internement. Cet internement doit être effectué d'urgence s'il s'agit d'individus dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui.

Il n'est pas fait application, à leur égard, de la règle posée au second alinéa de l'article D. 386 concernant leur surveillance par un personnel de police pendant leur hospitalisation.

Article D. 510.

Port de l'uniforme.

Les officiers et sous-officiers, ainsi que les hommes de troupe qui, exceptionnellement se trouveraient placés en commun avec d'autres détenus, lorsqu'ils ne sont pas astreints au port du costume pénal dans les conditions fixées à l'article D. 348, sont autorisés à revêtir un costume civil qu'ils peuvent éventuellement faire venir du dehors.

En toute hypothèse, tout militaire appelé à comparaître devant une juridiction militaire doit être revêtu de son uniforme.

Article D. 511.

Avis à donner.

Pour tous les militaires et marins, des avis d'incarcération, de prévision de levée d'écrou et de libération sont adressés à l'autorité militaire ou maritime.

Il en est de même en ce qui concerne les détenus civils soumis à obligations militaires, et pour les jeunes Français âgés de dix-huit à vingt ans.

Article D. 512.

Modalités d'élargissement.

Les militaires sont remis, dès leur libération et pour quelque cause que celle-ci intervienne, au représentant du bureau de la place ou, à défaut, à la gendarmerie, qui sont respectivement chargés de les faire mettre en route sur leurs corps d'affectation.

Il en est de même pour les jeunes libérés titulaires d'un ordre d'appel ou d'un ordre de route et pour ceux qui appartiennent à un contingent d'âge présent sous les drapeaux.

Article D. 513.

Assistance de personnels militaires.

Le médecin militaire désigné par le directeur régional du service de santé ou, à défaut, le médecin militaire de la place, l'assistance sociale de l'armée et les aumôniers militaires ont accès, dans l'exercice de leurs fonctions et pour les besoins de leur service, auprès des détenus militaires.